

Bernes, le 9 juillet 1981

1227

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES

AU CONSEIL FEDERAL

12 août 1981

Aide financière de fr. 15 millions au Pakistan pour un projet de stockage des grains en cofinancement avec l'Association Internationale de Développement

Département des affaires étrangères. Proposition du 9 juillet 1981 (annexe)

Département des finances. Co-rapport du 27 juillet 1981 (adhésion)

Département de l'économie publique. Co-rapport du 14 juillet 1981 (adhésion)

Conformément à la proposition, le Conseil fédéral

d é c i d e :

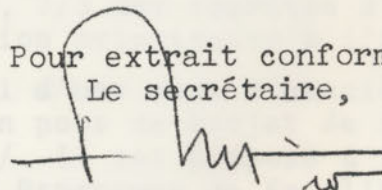
Une aide financière non-remboursable de 15 millions de francs est accordée au Pakistan, représentant la participation suisse au cofinancement de ce projet à charge du Crédit de Programme de 1'650 millions de francs pour la coopération technique et l'aide financière en faveur des pays en développement (AF du 8 décembre 1980).

Les dépenses découlant de cet engagement seront imputées à la rubrique budgétaire 202.493.01.

Extrait du procès-verbal (sans annexes à la proposition):

- EDA 6 pour exécution
- EFD 7 pour connaissance
- EVD 6 " "
- EFK 2 " "
- FinDel 2 " "

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,




Berne, le 9 juillet 1981

distribuée

à l'objet d'un communiqué
de presse après la signature
de l'Accord.



DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AU CONSEIL FÉDÉRAL

Aide financière de Fr. 15 millions au Pakistan pour un projet de stockage des grains en cofinancement avec l'Association Internationale de Développement.

INTRODUCTION

Avec un PNB d'env. \$ 270 par habitant (1979), le Pakistan est classé parmi les pays les plus pauvres d'Asie; il fait partie des pays de concentration de la coopération suisse au développement. La situation économique du pays s'est nettement améliorée depuis 1978 (croissance de 6% par an en termes réels). Divers facteurs expliquent ce redressement, notamment une politique agricole plus efficace, des conditions climatiques favorables, une demande extérieure soutenue pour les principaux produits d'exportation (riz, coton), et l'accroissement de la demande interne favorisée par les bonnes récoltes. Le Pakistan a également bénéficié du répit procuré par le réaménagement de sa dette extérieure, d'une aide substantielle de la communauté internationale et des importants transferts des travailleurs émigrés au Moyen Orient (\$ 2 milliards en 1980/81) pour financer son budget de développement et combler son large déficit extérieur.

En dépit des progrès réalisés sur le plan de l'agriculture, des exportations et de la mobilisation des ressources internes, la situation de l'économie reste préoccupante. Le niveau de l'épargne est faible (12% du PNB), le déséquilibre de la balance courante s'accroît (\$ 1,6 milliards en 1980/81) et le service de la dette s'alourdit constamment (\$ 700 millions en 1980/81). Dans ces conditions, le Pakistan devra pouvoir compter sur une aide extérieure accrue à des conditions favorables pour faire face aux grands défis des années 80 (maintien d'une croissance économique supérieure à celle de la population (3% par an); réduction de la dépendance énergétique; accroissement des dépenses sociales; soutien plus actif aux couches sociales défavorisées, frein à l'explosion démographique). L'agriculture, qui forme la base de l'économie (32% du PNB, 60% de la main-d'oeuvre, 2/3 des recettes d'exportation), continuera de recevoir une attention prioritaire à l'avenir.

La présente proposition recommande l'octroi d'une aide financière non remboursable de Fr. 15 millions au Pakistan pour un projet de stockage des grains, en cofinancement avec l'IDA 1/. Il est proposé d'imputer le montant de Fr. 15 millions au Crédit de Programme de Fr. 1'650 millions pour la Coopération technique et l'Aide financière en faveur des pays en développement (AF du 8 décembre 1980).

Une note sur la situation économique du Pakistan figure à l'Annexe 2.

SECTEUR AGRICOLE ET CEREALIER

Annexe 1 - Situation du Programme de Cofinancement et de Coopération entre la Suisse et l'IDA et les Banques Régionales de Développement (1979/1983).

21. Secteur agricole

L'agriculture représente le secteur le plus important de l'économie pakistanaise; sa part au PNB est d'environ 32 %; elle occupe près du 60 % de la population active et produit environ les 3/4 des recettes d'exportation (riz, coton principalement) du pays. En raison du climat aride, quelque 20 millions d'ha seulement sont cultivables sur une superficie totale d'environ 80 millions d'ha; 14 millions d'ha sont irrigués principalement dans les provinces du Punjab (qui dégage un surplus agricole pour le marché interne et l'exportation) et du Sind (presque autosuffisant), qui sont intégrées au système hydraulique du fleuve Indus (le plus important du monde). Les provinces du Baluchistan et North West Frontier recouvertes en grande partie de montagnes et de terrains arides, ne suffisent pas à couvrir leurs besoins alimentaires. Les cultures représentent près de 69 % de la production agricole, suivie de l'élevage (28 %), des pêches et des forêts.

La croissance agricole a été d'environ 6 % par an durant les années 60 qui ont vu l'introduction des variétés de blé et de riz à haut rendement. Elle a reculé fortement durant la période 1970-1977 (1,5 % par an, soit un taux inférieur au taux de croissance démographique estimé à 3 %), pour reprendre à nouveau à partir de 1978 1/. Les résultats favorables de ces dernières années sont à mettre au compte de conditions climatiques favorables, mais aussi de l'amélioration de la politique agricole du Gouvernement (politique de prix de soutien à l'agriculture, efforts de recherches et de vulgarisation, développement de l'irrigation; accroissement du crédit agricole, meilleure distribution d'engrais). Ces orientations seront poursuivies dans les années à venir. Un accent particulier sera mis sur l'amélioration des pratiques culturales, le frein au gaspillage de l'eau, la limitation des pertes après-récoltes, et un meilleur entretien de l'infrastructure existante, toutes mesures susceptibles d'exercer des effets rapides et favorables sur le niveau de la production agricole. Le recours aux subventions agricoles (engrais, pesticides) sera progressivement réduit au profit d'une politique de relèvement des prix à la production agricole.

22. Secteur céréalier

(a) Production

Les céréales 2/, principalement le blé, constituent la base de l'alimentation pakistanaise. La production céréalière, qui représente la principale activité du secteur agricole, a connu un développement réjouissant au cours des

1/ 1978 : 2,5 %; 1979 : 4,5 %; 1980 : 6 %.

2/ blé, riz, maïs, sorgho, millet, orge.

trois dernières années, grâce en partie à des conditions climatiques favorables, mais également aux initiatives prises par le Gouvernement (voir para 21.). Ainsi, pris dans son ensemble, le Pakistan a presque réalisé son auto-suffisance en grains. La consommation de grains par habitant a de ce fait pu passer de 150 kg en 1969/70 à environ 163 kg en 1978/79. Le blé (10.7 millions de tonnes en 1979/80) domine de loin la production, il est suivi par le riz (3.2 millions de tonnes) et les autres céréales (maïs, sorgho, millet, env. 1.5 millions de tonnes). Environ 40-45 % de la production de blé et de riz (moins de 30 % pour les autres céréales) entre dans les circuits commerciaux, le reste étant auto-consommé. Pour des raisons à la fois économiques (apport net en devises) ~~1/ et~~ alimentaires, le Pakistan exporte environ 80 % du riz commercialisé (env. 1.1 million de tonnes pour 1980/81) et importe du blé (en moyenne 1 million de tonnes au cours de la dernière décennie) pour satisfaire la demande interne. Le secteur public contrôle entièrement le commerce du riz et environ 55 à 65 % du commerce du blé; le commerce des autres céréales est en mains privées.

(b) Commercialisation

Le Gouvernement joue un rôle très important dans l'organisation de la production et la distribution des grains. Les objectifs essentiels qu'il poursuit sont les suivants :

- accroître la production céréalière et la sécurité alimentaire du pays en fixant les prix d'achat du Gouvernement à un niveau suffisant au début de chaque saison pour inciter les paysans à produire plus;
- assurer une distribution alimentaire équitable (farine de blé principalement) et à des prix raisonnables aux populations à bas revenus des centres urbains et des zones rurales souffrant d'un déficit alimentaire;
- stabiliser les prix à la consommation; et
- stimuler les exportations de céréales (riz).

(c) Politique du Gouvernement

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement intervient à plusieurs niveaux :

§ 355 la tonne f.o.b. Karachi pour le riz contre § 180 la tonne c.i.f. Karachi pour le blé (en 1979). Le riz représente la deuxième source en devises du pays.

L'agriculture représente le secteur le plus important de

- achat massif de blé et de riz à des prix de soutien (les prix ont été relevés à plusieurs reprises depuis 1978 et ont effectivement eu pour effet de stimuler la production);
- distribution de blé à prix subventionnés par le biais d'un système de rationnement alimentaire (environ 2,4 millions de tonnes de blé ont été distribuées à la population par ce canal en 1978/79);
- intervention sur le marché libre pour stabiliser les prix du blé (env. 281'000 tonnes ont été utilisées à cette fin en 1978/79); 1/
- instauration d'un monopole d'Etat pour les exportations de riz (confié à la Rice Export Corporation of Pakistan - RECP -).

(d) Problème de stockage

La poursuite de la politique gouvernementale de soutien des prix à la production d'une part, de subventionnement alimentaire et de stabilisation des prix sur le marché libre, d'autre part, est gravement remise en question par le manque de capacités de stockage du secteur public. Les agences gouvernementales responsables ne sont en effet plus en mesure de traiter d'une façon rationnelle et économique le volume des grains qu'elles doivent acheter aux producteurs en vertu des engagements pris par le Gouvernement.

L'insuffisance des moyens d'entreposage, spécialement dans les centres de production, a notamment pour effets :

- d'obliger à stocker une partie importante des grains en plein air 2/ ou dans des locaux inappropriés au moment de la récolte, avec comme conséquence des pertes de grains beaucoup plus considérables et des frais de gestion plus élevés qu'en cas de stockage en entrepôts;

1/ Cette mesure gagnera en importance au cours des années à venir par rapport au système de rationnement, ce qui devrait permettre de stabiliser ou même de réduire le coût des subventions alimentaires à charge du budget (4.5 % des dépenses totales en 1978).

Le Gouvernement espère que l'amélioration continue de la production alimentaire du pays permettra de réduire progressivement l'écart entre prix du marché et prix subventionnés, ce qui incitera certaines catégories de la population à s'approvisionner sur le marché libre qui offre des farines de blé de qualité supérieure.

2/ En juin 1980, env. 600'000 tonnes de blé étaient stockées en plein air au moment des premières pluies; en 1976/77, dans une situation similaire, env. 40'000 tonnes (\$ 7,2 millions) ont été perdues.

- d'avoir à concentrer sur une très courte période le transport des grains des lieux de production aux lieux de consommation, mieux dotés en installations de stockage, obligeant le Gouvernement à recourir à des moyens de transport plus onéreux (route plutôt que rail);
- de conduire à la sous-utilisation temporaire des installations de transformation (rizeries notamment), pour éviter les risques de stockage en plein air des grains;
- de forcer les agences gouvernementales à interrompre leurs achats en cours de campagne pour éviter des risques de stockage trop élevés. Ces situations portent préjudice aux paysans (chute des prix), exercent des effets psychologiques négatifs et retardent la réalisation des objectifs du Gouvernement visant à constituer dès que possible des stocks opérationnels et de réserve 1/ suffisants pour, d'une part, contrôler efficacement le marché et d'autre part, faire face aux mauvaises années.

Le Gouvernement enregistre également chaque année des pertes de grains beaucoup trop élevées en raison de la pauvre qualité et du manque d'entretien des installations de stockage existantes, qui n'offrent souvent pas une protection suffisante des grains contre les risques essentiels (moisissure, fermentation, infestation par rongeurs et insectes). Enfin, par manque de personnel qualifié et d'équipements, les contrôles de qualité et de quantité lors des achats, de la manutention et en cours de stockage laissent beaucoup à désirer et entraînent des coulages importants. Le présent projet a pour but d'aider le Gouvernement à remédier à cette situation.

5. LE PROJET

31. Objectifs : soutenir la politique alimentaire du Gouvernement :

La question des stocks de réserve est à l'étude avec la FAO. Le Gouvernement envisage de constituer des réserves de l'ordre de 2 millions de tonnes de blé. Dans un premier temps, il a décidé de construire des entrepôts d'une capacité de 300'000 tonnes (200'000 au Punjab; 100'000 au Sind).

- en augmentant les capacités de stockage du secteur public; 1/
- en améliorant les capacités opérationnelles des institutions gouvernementales chargées de l'achat, du stockage, de la distribution et de l'exportation des grains, afin de réduire les pertes, tant quantitatives que qualitatives;
- en renforçant la recherche et la vulgarisation en matière de stockage des grains; et
- en améliorant la qualité et l'entretien des installations de stockage existantes.

32. Description

Les principales composantes du projet sont les suivantes :

- construction d'installations de stockage d'une capacité de 500'000 tonnes, principalement pour le blé, dans les 4 provinces du pays (Punjab, Sind, NWFP 2/, Baluchistan), représentant environ 47 % des besoins additionnels projetés pour l'année 1985/86 3/; environ 80 % des installations seront construites dans des zones de production (Punjab, Sind), le solde étant réservé pour les besoins de distribution dans les zones déficitaires (NWFP, Baluchistan);
- construction d'installations de stockage d'une capacité de 40'000 tonnes pour le paddy et le riz dans la province du Punjab; les installations desserviront 7 rizeries de RECP actuellement sous-équipées en entrepôts et couvriront env. 48 % des besoins additionnels projetés pour l'année 1985/86 4/

-
- 1/ Le secteur privé manque actuellement de ressources et de capacités de stockage pour emmagasiner de grandes quantités de grains. L'expérience a montré également qu'il hésite à assumer les risques de stockage sur une longue période. Le Gouvernement encourage actuellement une plus grande participation du secteur privé. Son rôle restera néanmoins limité dans les années à venir. D'autre part, il est important que le Gouvernement continue de jouer un rôle social actif dans le commerce des grains, tout au moins aussi longtemps que le pays n'aura pas atteint son auto-suffisance alimentaire et constitué des stocks de réserves suffisants.
- 2/ North West Frontier Province.
- 3/ 1,1 million de tonnes; les installations de stockage existantes ou en cours de construction (secteur public) offrent une capacité totale d'environ 2,7 millions de tonnes.
- 4/ Environ 85'000 tonnes.

- fourniture d'équipements pour les opérations de ramassage et de stockage (bascules, camions-bascules, appareils de nettoyage des grains) et d'inspection des grains (vaporisateurs, appareils de désinfection, de mesure d'humidité, de prise d'échantillons) et pour l'établissement de 6 laboratoires de contrôle des grains 1/;
- projet-pilote pour l'introduction partielle de la mécanisation dans la manutention; (opération limitée de caractère expérimental; permettra une meilleure utilisation des installations existantes et de remplacer certains travaux manuels dangereux et pénibles);
- soutien financier au Pakistan Agriculture Research Council (PARC), pour la mise sur pied d'un programme de recherche appliquée et de vulgarisation en matière de stockage des grains (amélioration des installations et techniques de stockage, en particulier au niveau de la ferme et des villages, meilleure protection contre les fléaux; diffusion des connaissances);
- assistance technique (env. 54 hommes/mois au total) dans les domaines suivants : planification et coordination des transports de grains; amélioration des procédures d'achat, d'inspection et de contrôle de qualité des grains; mécanisation partielle de la manutention; recherche appliquée et vulgarisation en matière de stockage des grains, notamment au niveau de la ferme et des villages;
- formation de personnel (dans le pays et à l'étranger) dans les domaines suivants : manutention, stockage, transport, contrôle de qualité, recherche technologique et vulgarisation;
- étude sur les futurs besoins en stockage (y.c. au niveau de la ferme, des villages et dans le secteur privé), et installations de transformation (moulins à riz et à blé);

33. Coût et Financement

331. Coût du Projet

1/ 3 dans le Sind, 1 dans chacune des autres provinces (Punjab, NWFP, Baluchistan). Le Punjab dispose déjà de 4 laboratoires.

(En millions de dollars,
coût de base aux prix de fin 1980)

Composantes	Devises	Monnaie Locale	Total
1. Installations de stockage pour blé.	9.3	33.0	42.3
2. Installations de stockage pour paddy / riz.	1.0	2.9	3.9
3. Projet-Pilote (mécanisation, manutention).	0.3	0.2	0.5
4. Recherche et Vulgarisation en stockage des grains.	0.1	0.4	0.5
5. Assistance technique et Formation	0.5	0.4	0.9
6. Etude.	0.1	0.2	0.3
Coût de base	11.3	37.1	48.4
R é s e r v e s ^{1/}	3.7	15.9	19.6
COUT TOTAL	15.0	53.0	68.0
(sans les taxes et droits) ^{2/}	15.0	49.9	64.9

332. Plan de Financement

Le plan de financement proposé est le suivant :

	En millions de \$	%
- Gouvernement Fédéral	25.8	37.9
- Gouvernements Provinciaux	1.0	1.5
- Rice Export Corporation	1.5	2.2
- I D A	32.0 ^{3/}	47.1
- S u i s s e	7.7 ^{4/}	11.3
TOTAL	68.0	100.0

^{1/} y.c. provisions pour aléas physiques (10% sur coût de base) et hausse des prix (28.2% sur coût de base et aléas physiques).

^{2/} A la charge du Gouvernement.

^{3/} La contribution de l' IDA a été approuvée le 2 juin 1981.

^{4/} Equivalent à Frs. 15 millions au moment de la préparation du projet. Ce montant représente l'engagement financier maximum pris par la Suisse pour le projet.

Le plan de financement détaillé du projet figure à l' Annexe 3. Le financement de la Suisse et de l' IDA couvrira environ le 61% du coût total du projet (net de taxes et de droits), soit le 100 % des coûts en devises et le 49,5 % des coûts en monnaie locale.

La Suisse participera au projet sous forme de financement conjoint avec l' IDA, cette dernière agissant également en qualité d'administrateur de la contribution suisse et de coordonnateur du projet (voir détails sur ces aspects au para. 62). Pour simplifier l'administration de la contribution suisse par l' IDA, il est proposé que la contribution suisse soit allouée à la composante "Installations de stockage pour le blé"; d'autre part, les décaissements annuels de la contribution suisse n'interviendront pas nécessairement sur une base proportionnelle avec ceux de l' IDA, dans la mesure où ils tiendront compte également des impératifs budgétaires de la DDA.

Les fonds de l' IDA 1/ et de la Suisse seront canalisés par l'intermédiaire du "Ministry of Finance, Planning and Economic Affairs" de la façon suivante :

- § 36.2 millions au "Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives (MFAC)" 2/ et
- § 3,5 millions à la "Rice Export Corporation of Pakistan (RECP)".

MFAC recevra les fonds sous forme d'allocations budgétaires, alors que RECP, corporation d'Etat jouissant du monopole d'exportation du riz et qui travaille sur des bases commerciales, recevra un prêt aux conditions habituelles des banques de développement locales 3/. Les risques de change (applicables au crédit de l' IDA seulement, étant donné qu'il est proposé que la Suisse accorde une contribution non-remboursable - voir détails sur les conditions de la contribution suisse au para. 61) seront supportés par le Gouvernement.

4. ORGANISATION ET EXECUTION

41. Coordination et Supervision générale du Projet

1/ Le crédit de l' IDA est octroyé aux conditions usuelles, soit 0,75 % pour frais d'administration, 10 ans de délai de grâce et remboursement sur 50 ans.

2/ Pour le financement des différentes composantes du projet, à l'exception des installations de stockage de paddy/riz.

3/ 11 % d'intérêt, délai de grâce de 2 ans, remboursement sur 12 ans.

Elle sera assurée au niveau central par le "Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives" (MFAC), dont la structure sera renforcée à cet effet (création d'une "Storage Cell"). Etant donné le grand nombre d'entités impliquées dans la réalisation du projet et les nombreux chantiers à ouvrir, un Comité de gestion et de coordination (Project Management and Coordination Committee - PMCC) groupant l'ensemble des participants ^{1/} sera créé par MFAC. La Storage Cell assurera les services de secrétariat du PMCC. Le Comité, qui se réunira au moins une fois par trimestre, devra suivre l'avancement du projet et donner les directives et appuis nécessaires pour assurer la réalisation des objectifs poursuivis dans les délais prévus.

42. Exécution des Composantes du Projet

(a) Installations de stockage pour paddy/riz : RECP.

Elle sera assistée pour les aspects techniques par la "National Engineering Services (Pakistan) Ltd." (NESPAK).

(b) Installations de stockage pour le blé : PASSCO ^{2/}.

Les travaux seront supervisés par MFAC (Food Wing) et réalisés en coopération avec les "Provincial Food Departments". Les installations seront remises à ces derniers par MFAC à la fin des travaux. Une partie des entrepôts sera ensuite louée à PASSCO pour ses propres opérations.

(c) Recherche appliquée et vulgarisation en stockage des grains : PARC ^{3/}.

^{1/} MFAC, Ministry of Finance and Commerce, Planning Commission, Provincial Food Departments, PARC, RECP, Pakistan Agricultural Storage and Services Corporation (PASSCO), National Logistic Cell (compagnie nationale de transports).

^{2/} Organisation semi-privée, jouissant d'une liberté d'action plus grande que les agences gouvernementales; a été mise sur pied pour accroître l'efficacité des opérations d'achat, de stockage et de distribution des grains; elle agit comme agent des Gouvernements fédéral (MFAC) et provinciaux (Provincial Food Department) sur la base de commissions. Ses principales activités portent sur le commerce du blé; elle a mis au point un type d'entrepôt qui convient particulièrement aux conditions pakistanaises et s'est acquise une bonne réputation en matière de construction d'entrepôts à grains. Une unité spéciale (Project Implementation Division) sera créée pour la construction des entrepôts à blé prévus dans le cadre du projet.

^{3/} Une unité (Program Coordination Unit) sera établie par PARC pour coordonner les travaux avec les différentes universités et instituts de recherches agricoles associés au programme (12 universités et instituts de différentes régions du pays).

- (b) Autres programmes (amélioration et rationalisation du transport des grains; amélioration des opérations d'achat, de manutention, de stockage et de distribution des grains; amélioration des procédures d'inspection et de contrôle de qualité des grains; formation de personnel; étude sur les besoins futurs en stockage et traitement des grains) : MFAC.

43. Contrôle et Evaluation du Projet

Ces fonctions seront exercées par MFAC (PMCC) en association avec la Division de Planification du Gouvernement fédéral. Des rapports annuels sur l'état d'avancement et les résultats du projet seront établis à l'intention de l'IDA et de la DDA, qui recevront également une copie des comptes annuels du projet dûment certifiés par des vérificateurs indépendants.

44. Calendrier et Méthodes de Réalisation du Projet

Il est prévu que le projet se réalise sur une période de 4 ans (1981/85) débutant avec l'année fiscale 1981/82 (1er juillet - 30 juin). Le calendrier de réalisation du projet est présenté à l'Annexe 4.

La construction des entrepôts, principal poste budgétaire (§ 61,3 millions) sera exécutée par de petits entrepreneurs locaux, faisant appel à une main-d'oeuvre locale abondante. De nombreux chantiers (env. 131) disséminés sur l'ensemble du territoire seront ouverts et les nombreux contrats qui en découleront seront adjugés sur la base d'appel d'offres locaux, ce qui contribuera à stimuler les activités économiques du pays. Les entreprises pakistanaises de construction sont en effet considérées comme suffisamment compétitives; d'autre part, la taille des contrats et la dispersion des chantiers ne sont pas de nature à intéresser les entrepreneurs étrangers. L'achat des équipements et véhicules (env. § 4.0 millions) s'effectuera en majorité sur la base d'appels d'offres internationaux 1/. L'engagement des consultants (services-conseils, ingénierie), l'organisation des programmes de formation, la désignation du personnel-clé (env. § 7.4 millions au total) 2/ se feront en consultation avec l'IDA. Tous les contrats d'un montant supérieur à § 300'000.-- seront soumis à l'IDA avant leur adjudication.

Contrats supérieurs à § 100'000.--.

Dont env. § 5.7 millions représentant les services d'ingénierie sont inclus dans le coût des travaux de génie civil.

Le niveau d'assistance technique prévue apparaît comme suffisant dans la mesure où elle se limitera à compléter d'autres actions en cours sur des aspects bien précis et insuffisamment couverts (économie et logistique des transports, contrôle de qualité des grains, recherche technologique et vulgarisation en matière de stockage des grains au niveau de la ferme et du village, amélioration des opérations après-récoltes). Les services d'ingénierie pour les travaux de construction sont de leur côté suffisants et conformes à la pratique. Par ailleurs, la taille du projet tient compte de la capacité d'absorption des agences d'exécution (notamment de PASSCO qui sera responsable de la majorité des travaux de construction). L'introduction de la mécanisation pour certaines opérations aura un caractère limité et expérimental et est justifié dans le contexte de ce projet (meilleure utilisation des capacités existantes, remplacement de travaux pénibles et dangereux).

5.

51.

45. Autres aspects importants concernant la réalisation du projet

Le Gouvernement s'est engagé à prendre diverses mesures, essentielles pour la réussite du projet, notamment :

- contrôle aux lieux de ramassage des grains (et non plus seulement aux centres de stockage), mesure d'accompagnement considérée comme essentielle pour réduire les pertes de grains tant qualitatives que quantitatives et les charges financières du Gouvernement; cette mesure sera introduite progressivement par le Gouvernement; en fait, il s'agit d'appliquer des directives gouvernementales peu suivies jusqu'ici par manque de moyens et de personnel qualifié; le projet facilitera la réalisation de cet objectif;
- remise en état et entretien des installations de stockage existantes. Le Gouvernement s'est engagé à compléter l'inventaire des besoins dans ce secteur jusqu'au 31 octobre 1981; il proposera ensuite un programme de réhabilitation et allouera les ressources budgétaires nécessaires à cet effet. Le programme de réhabilitation (devisé provisoirement à quelque \$ 6 millions) sera exécuté au cours de la période 1981-85, en parallèle avec l'exécution du projet. Il s'agit d'une mesure essentielle sans laquelle tout le projet pourrait être remis en cause. La construction de nouvelles capacités ne se justifie que si les entrepôts existants sont correctement entretenus. D'autre part, des mesures budgétaires seront également prises pour assurer un entretien régulier des nouvelles installations de stockage.
- acquisition dans les délais des terrains nécessaires pour la construction des entrepôts (souvent un problème pour de tels projets). Des assurances satisfaisantes ont été obtenues du Gouvernement. Les achats de terrains effectués jusqu'à ce jour permettront au projet de démarrer comme prévu;

- coordination des programmes nationaux de construction d'entrepôts à grains. Pour garantir une utilisation rationnelle des ressources et une coordination optimum avec le projet, le Gouvernement consultera chaque année l'IDA.

5. BENEFICES ET JUSTIFICATION

51. Principaux Bénéfices

(a) Les principaux bénéfices attendus du projet sont les suivants :

- une réduction des pertes de grains (blé, riz) estimée à environ 30'600 tonnes par an (d'une valeur d'env. \$ 8 millions à prix courants);
- une réduction des frais de gestion et de transports (estimée à env. \$ 2 millions par an);
- capacité accrue du Gouvernement à réaliser sa politique alimentaire (soutien des prix aux producteurs; stabilisation des prix du marché, distribution alimentaire subventionnée);
- amélioration des capacités opérationnelles des agences gouvernementales chargées des opérations d'achat, de stockage et de distribution des grains;
- amélioration des conditions générales de stockage (renforcement du programme d'entretien gouvernemental, programme de vulgarisation au niveau de la ferme et des villages);
- création d'emplois temporaires (8'525 hommes/année) et permanents (680 postes de travail);
- amélioration de la balance commerciale, accroissement des revenus du secteur public d'exportation des grains (riz), diminution du déficit du système de subventionnement alimentaire.

(b) La justification du projet repose sur les éléments mentionnés ci-dessus et sur l'évaluation coûts/bénéfices selon la méthode "avec et sans projet". Le taux de rentabilité interne calculé sur la base des éléments quantifiables permet d'établir que la rentabilité économique du projet est élevée (28 %).

52. Principaux Risques (voir aussi para. 45)

Ils sont les suivants :

- création d'une capacité de stockage excédentaire. Ce risque est improbable dans le cadre de la politique actuelle; il signifierait une réduction substantielle des achats officiels de paddy et de blé par rapport au niveau actuel; l'évaluation constante de la situation du marché permettra en outre d'opérer, si nécessaire, certains ajustements en cours de construction;
- un changement dans la politique gouvernementale. Un abandon de la politique alimentaire actuelle n'est pas envisageable dans les années à venir. Une participation plus large du secteur privé au commerce des grains exigerait de toute manière la présence de capacités de stockage supplémentaires.

53. Appréciation

Une participation de la Suisse au cofinancement de ce projet nous paraît justifiée pour les raisons suivantes :

- il s'adresse à l'un des pays les plus pauvres d'Asie qui, de plus, figure parmi les pays de concentration de la DDA;
- il répond aux objectifs prioritaires de la coopération suisse au développement (amélioration de la production et de la sécurité alimentaires; soutien aux paysans; distribution alimentaire à prix raisonnables);
- il contribuera à améliorer la balance extérieure du pays qui se trouve dans une situation extrêmement précaire;
- il permettra de consolider le rôle social que joue le Gouvernement dans le commerce des blés au niveau de la production (soutien à la production) et de la distribution (vente de blé à prix subventionnés, effet régulateur sur le marché libre). Les petits paysans, qui n'ont que de petites quantités de blé à vendre et ne disposent pas de moyens de stockage, seraient obligés de vendre leur blé au moment de la récolte à des prix dérisoires sur le marché libre, sans l'intervention massive du Gouvernement. D'autre part, le système de rationnement alimentaire joue un rôle vital dans l'approvisionnement des populations pauvres (2,4 millions de tonnes en 1978/79).

Le montage du projet est relativement complexe, mais, compte tenu de l'expérience déjà acquise dans des projets similaires par les principales agences d'exécution, sa réalisation ne devrait pas créer de difficultés majeures sur le plan technique (construction des installations). Par contre, l'amélioration des opérations d'achat, de manutention, de stockage et de distribution des grains, un entretien adéquat des entrepôts, un meilleur contrôle de qualité des grains et de gestion des stocks constituent une oeuvre de longue haleine et seront plus difficiles à atteindre. Les mesures prévues dans le cadre du projet (assistance technique, études, formation de personnel) permettront d'améliorer progressivement le fonctionnement du système et de mieux rentabiliser les investissements.

6. PARTICIPATION DE LA SUISSE A LA PREPARATION DU PROJET

(a) Identification

Le projet de stockage des grains a été identifié par la DDA à fin 1979, lors de discussions bilatérales avec les Autorités pakistanaïses, au cours desquelles l'idée d'un cofinancement avec l'IDA a été envisagé. Au début 1980, la DDA, considérant que le projet répondait bien aux objectifs de développement de la coopération suisse au développement et aux besoins prioritaires du Pakistan, l'a intégré au programme opérationnel 1981-83 pour le Pakistan, et inclus au nombre des propositions de cofinancement avec l'IDA.

(b) Préparation

Notre Coordinateur à Islamabad a participé par la suite aux missions de préparation organisées par l'IDA, à savoir missions de reconnaissance en mars 1980, mission de formulation en juin 1980 et mission d'évaluation en novembre 1980. Sur la base des rapports soumis, la Direction autorisa la poursuite de l'étude d'un cofinancement avec l'IDA, au début avril 1981.

(c) Négociations

Une délégation suisse, composée de représentants de la DDA et de notre Ambassade à Washington, participèrent aux négociations finales entre le Pakistan, l'IDA et la Suisse, qui se déroulèrent à Washington du 13 au 22 avril 1981. Se basant sur les résultats de ces négociations, la Direction de la DDA recommande une participation de la Suisse au financement du projet.

7. AIDE FINANCIERE DE LA SUISSE

71. Termes financiers

Il est proposé que l'aide financière de la Suisse soit accordée sous forme de contribution non-remboursable pour les raisons suivantes :

- le bas niveau de développement du pays (PNB d'env. \$ 270 par habitant en 1979);
- la situation économique précaire du pays (déséquilibre budgétaire, déficit important et croissant de la balance commerciale et courante, dépendance énergétique, pression démographique);
- un niveau d'endettement excessif pour l'économie du pays (qui a déjà obligé le Pakistan à négocier à deux reprises le réaménagement de sa dette extérieure);
- la participation financière substantielle du Gouvernement (env. 40 % du coût total du projet);
- la nature de l'aide apportée par la Suisse : cette dernière servira à consolider le système public d'achat et de distribution du blé qui joue un rôle socio-économique vital pour le pays, et qui fonctionne grâce aux subventions accordées par l'Etat.

72. Modalités de Financement et d'Administration

(a) Financement conjoint avec l' IDA

Il est proposé que la Suisse participe au projet sous forme de financement conjoint avec l' IDA. Cette formule a l'avantage de décharger la DDA de l'administration directe du projet tout en lui permettant d'exercer un contrôle permanent sur sa réalisation et l'utilisation des fonds suisses.

(b) Rôle de l' IDA

L' IDA agira en qualité d'administrateur des fonds et de coordinateur de l'exécution du projet. Elle rendra compte de sa gestion par la soumission périodique de rapports techniques et financiers à la DDA. La DDA pourra également exercer un contrôle direct et permanent du projet (missions d'évaluation conjointes, inspections sur place par le Bureau de Coordination ou le personnel de la Centrale).

Les principaux services fournis par l' IDA seront les suivants :

- Gestion financière : contrôle des demandes de retraits présentées par le Gouvernement (dépenses en monnaie locale et en devises); autorisation des décaissements de fonds; vérification des comptes du projet.
- Administration : contrôles, approbations, instructions nécessaires pour assurer le bon déroulement du projet et la réalisation de ses objectifs (recrutement des consultants, plans et méthodes de travail, documents d'appels d'offres, adjudications, passation des contrats, désignation du personnel-clé, déroulement du programme de construction, de formation, de recherche et vulgarisation; acquisition des terrains, réhabilitation et entretien des installations de stockage; coordination des programmes nationaux de construction, mesures pour améliorer l'efficacité du système de stockage et distribution ...).

L'acquisition des biens et services se fera sur la base d'appels d'offres internationaux selon les procédures standards de la Banque Mondiale; les fournisseurs de tous les pays-membres de la Banque et la Suisse pourront donc participer à ces appels d'offres.

- Supervision (inspections, évaluations périodiques du projet sur place).
- Information de la DDA sur le déroulement du projet.

(c) Administration des Fonds suisses

La contribution suisse sera gérée par l' IDA. Les fonds nécessaires seront mis à disposition du Pakistan sur un compte de dépôt de la Confédération; leur versement se fera, en principe, en 5 tranches successives de Fr. 1'000'000 en 1981; Fr. 3'500'000 en 1982; Fr. 4'000'000 en 1983; Fr. 4'500'000 en 1984 et Fr. 2'000'000 en 1985.

8. ARRANGEMENTS LEGAUX

Sous réserve d'approbation de la proposition de crédit, la Suisse signera 1/ :

L'IDA signera de son côté un accord de crédit avec le Pakistan et deux accords particuliers avec les principales agences d'exécution (PASSCO et RECP). L'accord bilatéral entre la Suisse et le Pakistan se référera à ces accords dans la mesure où ils concernent également la contribution suisse.

- (a) un accord d'aide financière bilatérale avec le Pakistan définissant les termes et conditions de la participation suisse au financement du projet;
- (b) un accord d'administration de projet avec l' IDA précisant les fonctions de l' IDA en tant qu'administrateur de la contribution suisse et les modalités de coopération entre la Suisse et l' IDA.

9. CONSULTATIONS PREALABLES

Office Fédéral des Affaires Economiques Extérieures : d'accord

Administration Fédérale des Finances : d'accord

10. PROPOSITION

Sur la base des considérations exprimées ci-dessus, le Département fédéral des Affaires étrangères propose

d'accorder au Pakistan une aide financière non-remboursable de 15 millions de francs représentant la participation suisse au cofinancement de ce projet à charge du Crédit de Programme de 1'650 millions de francs pour la coopération technique et l'aide financière en faveur des pays en développement (AF du 8 décembre 1980).

Les dépenses découlant de cet engagement seront imputées à la rubrique budgétaire 202.493.01.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

Annexes

Pierre Aubert

Extrait du Procès-verbal à :

- EDA 6 pour exécution
- EFD 6 pour connaissance
- EVD 6 pour connaissance
- EFK 2 pour connaissance
- FinDel 2 pour connaissance

(en millions de francs)

Région	An.	Pays	Projet	Partenaire	E n g a g e m e n t s					Total	Situation 15 juin 1981		
					79	80	81	82	83		Projets (mon- tants) approu- vés	Projets (mon- tants) à l'é- tude/envisa- gés	
ASIE	80	Yém. Ar	Dévelop. Rural	IDA		(3.0)	7.0)			10.0	x	x	
	80	Banglad.	Crédit de Progr.	IDA		15.0				15.0	x	x	
	80	Birman.	Huile de Palme	ADB			10.0			10.0	x	x	
	80	Région	Progr.Assist.Tech.	ADB		(4.0)	7.0)	7.0		25.0	x	x	
	81	Pakist.	Grain Storage	IDA			15.0			15.0			
	81	Inde	A R D C II	IDA				20.0		20.0			
AFRIQUE OUEST	79	Région	Onchocercose	IDA		12.0				12.0	x	x	
	80	Mali	Entretien Routier	IDA			18.0			18.0	x	x	
	80	Région	Progr.Assist.Tech.	BAD			4.5			4.5	x	x	
	81	Camér.	Dévelop. Urbain	IDA			12.0			12.0			
	82	Hte-V.	Dévelop. Rural	IDA				15.0		15.0			
	82	Bénin	Education	IDA				6.0		6.0			
AFRIQUE EST	81	Kenya	Forêts	IDA			15.0			15.0	x	x	
	81	Rwanda	Amélior. Cultures	IDA		0.5			1.0	1.5	x	x	
AMERI- QUE LATINE	80	Région	Progr.Assist.Tech. et Petits Projets	IDB		5.0		5.0		10.0	x	x	
			T O T A L		12.0	27.5	88.5	53.0	8.0	189.0	9	9	
												9	(100.0)

Note sur la situation économique du Pakistan
et la politique d' aide de la Suisse

=====

A. Situation économique

1. Avec un PNB d'environ \$ 270 par habitants (1979), le Pakistan, qui compte quelque 81,5 millions d'habitants (1980), est classé parmi les pays les plus pauvres d'Asie; il figure, depuis la fin des années 70, parmi les pays de concentration de la coopération suisse au développement.
2. En dépit d'une conjoncture défavorable à bien des égards (destabilisation régionale, afflux de plus de 1,5 millions de réfugiés d'Afghanistan, renforcement du budget de la défense, chocs pétroliers successifs), le Pakistan a réussi à rétablir quelque peu son économie au cours des trois dernières années (1978-80). La croissance annuelle moyenne a atteint environ 6 % en termes réels, stimulée par les bonnes performances du secteur agricole. Les résultats ont été particulièrement bons en 1979/80. Grâce à des récoltes records, les exportations (riz et coton en particulier) ont fait un bond en avant, tant en volume qu'en valeur, et les importations alimentaires (de blé notamment) ont pu être réduites. L'accélération de la croissance (notamment dans le secteur agricole) a permis de diminuer le déficit budgétaire, d'accroître le niveau de l'épargne nationale (12 % du PNB en 1979/80), de tempérer le recours aux emprunts bancaires pour le financement du budget et de maintenir le taux annuel d'inflation entre 10 et 12 % (grâce notamment à un ralentissement de la poussée des prix des produits alimentaires).
3. La situation de la balance extérieure demeure extrêmement difficile (le déficit courant a atteint \$ 1,2 milliards en 1979/80; il passera à \$ 1,6 milliards en 1980/81). Le Pakistan n'a pu maintenir un équilibre fragile dans ses transactions extérieures que grâce aux fonds rappatriés par les travailleurs émigrés ^{1/} au Moyen-Orient (estimés à \$ 2 milliards pour 1980/81 contre \$ 1,8 milliards en 1979/80), aux contributions extraordinaires des pays de l'OPEP et du FMI (notamment en 1979/80), à l'aide substantielle apportée par les membres du Consortium Pakistan (principaux pays industrialisés, Banque Mondiale, Banque Asiatique de Développement) et aux réaménagements successifs (1978, 1981) de sa dette publique extérieure.
4. Le redressement économique opéré par le Pakistan résulte non seulement de conditions climatiques favorables, d'une demande extérieure soutenue pour ses principaux produits d'exportation et des

Environ 1 million de travailleurs.

./.

transferts croissants des travailleurs émigrés, mais encore des réformes introduites depuis 1977 par le Gouvernement pour stimuler la production agricole et industrielle, accroître la base fiscale et améliorer le système de perception des impôts, et assurer un contrôle plus strict des dépenses budgétaires de fonctionnement.

5. La nouvelle politique agricole du Gouvernement met l'accent, d'une part, sur la remise en état et une meilleure utilisation du système hydraulique existant, la mise en oeuvre de projets à rendement rapide, une politique de prix de soutien aux producteurs (compatible avec les intérêts des autres groupes sociaux et le maintien de la compétitivité des produits d'exportation pakistanaïses sur les marchés mondiaux), l'amélioration des services de soutien (crédit, vulgarisation, recherche, commercialisation) et de distribution des intrants agricoles, et d'autre part, sur une réduction progressive et sélective des subsides agricoles (engrais, pesticides). Les résultats obtenus jusqu'ici sont encourageants.
6. Sur le plan industriel, le Gouvernement a pris des mesures pour renforcer la production et les exportations. Son plan passe par un renforcement du rôle du secteur privé (notamment des petites et moyennes entreprises), une gestion plus efficace des entreprises d'Etat et une limitation des nouveaux investissements publics (priorité est donnée à l'achèvement des grands projets en cours d'exécution). Les progrès enregistrés dans ce secteur au cours des trois dernières années ne représente qu'un modeste pas en avant, compte tenu de la période de stagnation qui a prévalu au début des années 70.
7. Les réformes et mesures fiscales prises par le Gouv. ont permis de réduire le déficit budgétaire (6 % du PNB en 1979/80 contre 8,4 % en 1978/79) et d'augmenter fortement le niveau d'auto-financement du budget de développement (40 % en 1979/80 contre 25 % en 1978/79). Toutefois, malgré ces résultats positifs, le déficit budgétaire demeure substantiel et les dépenses de développement sont restées pratiquement stationnaires par rapport au PNB depuis 1974 (9.3 % du PNB en 1974/75 contre 8.8 % en 1979/80). Au cours des années à venir, le Gouvernement entend poursuivre l'oeuvre de consolidation budgétaire et accroître sensiblement la part du budget de développement.
8. Les grands problèmes auxquels le pays est actuellement confronté sont les suivants :
 - Large déficit de la balance courante : dans les meilleures hypothèses de développement, compte tenu de l'écart important qui sépare les exportations des importations (- \$ 2,8 milliards en 1980/81), ce déficit sera appelé à croître au cours des années à venir (estimation : \$ 2,0 milliards en 1987/88 contre \$ 1,2 milliards en 1979/80).

- Démographie galopante : la population a quintuplé depuis le début du siècle, plaçant le Pakistan au neuvième rang des nations les plus peuplées; le taux actuel de croissance (3% par an) se maintiendra au cours des années 80; à ce rythme, la population doublera chaque 23 ans; le Gouvernement s'emploie actuellement à mettre au point un plan démographique dont les effets ne se feront sentir, s'il réussit, qu'à long terme. Dans l'immédiat, le Pakistan devra viser un taux de croissance économique de 5 à 6 % par an en termes réels (4% au moins dans le secteur agricole, davantage dans les autres secteurs) pour améliorer tant soit peu le niveau de vie de la population; cet objectif, sans être impossible, exigera un effort d'investissement considérable, une amélioration du niveau de l'épargne intérieure et une aide extérieure accrue.
- Dépendance énergétique : le pays dépend pour 90 % de l'étranger pour son approvisionnement en pétrole. En 1979/80, la facture pétrolière (\$ 932 millions) a représenté environ 37% du déficit commercial contre 25 % (\$ 495 millions) en 1978/79. Le Gouvernement s'efforce de promouvoir le développement d'énergies nationales de substitution au pétrole (charbon, hydro-électricité) par une politique de prix et d'investissement appropriée; il encourage également activement la recherche et l'exploitation des ressources en pétrole et en gaz dont le potentiel apparaît suffisant pour couvrir à terme une large partie des besoins nationaux. Le Gouvernement entend utiliser pleinement les possibilités de développement offertes dans ce secteur pour améliorer la balance des paiements.
- Niveau d'endettement élevé : au 30 juin 1980, la dette publique s'élevait à \$ 11,2 milliards; le service de la dette représente une charge excessive pour l'économie du pays et par deux fois (juin 1978, janvier 1981), le Pakistan a été contraint de renégocier sa dette publique extérieure. Le présent accord couvre la période 1980/81 - 1981/82. Le recours à de nouveaux accords de ce genre dans les années à venir semble inéluctable. En 1979/80, le service de la dette se montait à \$ 595 millions pour un flux d'aide publique (prêts concessionnels à long-terme) de \$ 1'054 millions, soit un transfert net de \$ 459 millions ! Pour empêcher une diminution constante des transferts nets, les engagements extérieurs devraient s'accroître de 35 à 45 % en 1982 et en 1983 par rapport au niveau actuel (1980/81). L'endettement du pays continuera d'être un problème lancinant dans les années à venir.
- Insuffisance de l'épargne interne : pour maintenir un taux de croissance de 5 à 6 %, les ressources allouées au budget de développement, qui a marqué le pas au cours des dernières années, devront être augmentées considérablement;

l'aide extérieure^{1/} ne suffira pas; des efforts additionnels devront être consentis par le Pakistan pour accroître les ressources budgétaires.

- Manque de main-d'oeuvre qualifiée : les secteurs, tant public que privé (le premier davantage que le second), souffrent d'un manque de main-d'oeuvre qualifiée, en raison notamment de l'émigration d'une partie importante de la population active, souvent la mieux formée, vers les pays du Moyen-Orient, qui offrent des salaires plus attractifs. Le Gouvernement devra prendre des mesures appropriées pour s'assurer les services de personnel qualifié (relèvement des salaires et autres avantages, développement de la formation professionnelle).

8. Suite au succès rencontré par sa politique économique récente, le Gouvernement a lancé un programme de développement pour la période 1981/82 - 1983/84. Dans le cadre de ce programme, le Gouvernement a procédé à une réallocation des ressources en faveur de projets à rentabilité élevée et à gestation rapide principalement dans les secteurs agricole, hydraulique et énergétique. Les ressources allouées aux secteurs sociaux ^{2/} (santé, nutrition, conditions sanitaires, éducation, planning familial), négligées au cours des années passées, au cours desquelles la priorité a été accordée à la croissance économique immédiate, seront également augmentées.
9. Le rythme de développement du Pakistan au cours des années à venir est difficile à prévoir en raison des nombreuses incertitudes qui pèsent sur son économie (volume d'aide, transferts des travailleurs émigrés, facture pétrolière, épargne intérieure, demande pour les produits d'exportation, développements politiques internes et externes, performance du secteur agricole, évolution du service de la dette extérieure ...).

B. Coopération suisse

La coopération au développement avec le Pakistan, qui a commencé à la fin des années soixante, a été intensifiée à partir de 1977, simultanément à l'arrivée à Islamabad d'un coordinateur de la DDA. La politique et les secteurs d'engagement de la DDA ont été précisés en fonction de la politique suisse de coopération au développement, des priorités du développement national, des besoins du pays et de sa population, ainsi que de l'évolution politique et économique du pays. Les critères de sélection

^{1/} qui finance actuellement environ 35 % du budget de développement.

^{2/} Au profit notamment des populations marginales des campagnes et des villes (Sind, Baluchistan, North West Frontier Province).

des projets ont été renforcés dans le sens d'une adéquation étroite aux besoins des couches défavorisées de la population. Les secteurs d'engagement prioritaires de la DDA ont été définis comme suit :

- le développement forestier et le maintien de l'équilibre écologique;
- l'agriculture (augmentation de la production agricole, amélioration de la distribution des produits agricoles, etc.);
- les secteurs sociaux (santé, éducation, etc.).

	1971		1972		Total
	1971	1972	1971	1972	
[faint text]	100	100	100	100	200
[faint text]	...	...	...	...	...
[faint text]	...	...	...	...	...

	1971		1972		Total
	1971	1972	1971	1972	
[faint text]
[faint text]

COUNTRY DATA - PAKISTAN

AREA	POPULATION	DENSITY	MONEY, C
803,943 km ²	81.5 million (mid-1980)	101 per km ²	
<u>POPULATION CHARACTERISTICS (1979)</u>		<u>HEALTH (1979)</u>	
Crude birth rate (per 1,000)	42.9	Population per physician	5,257
Crude death rate (per 1,000)	13.0	Population per hospital bed	1,628
Infant mortality (per 1,000 live births)	105.0		
<u>INCOME DISTRIBUTION (1971/72)</u>		<u>DISTRIBUTION OF LAND OWNERSHIP</u>	
% of national income, highest quintile	42.7	% owned by top 10% of owners	..
lowest quintile	8.2	% owned by smallest 10% of owners	..
<u>ACCESS TO SAFE WATER (1978)</u>		<u>ACCESS TO ELECTRICITY (1973)</u>	
% of population	27	% of population - urban	54
		- rural	5
<u>NUTRITION (1977)</u>		<u>EDUCATION (1978)</u>	
Calorie availability as % of requirements	93	Adult literacy rate %	24
Per capita protein intake	54	Primary school enrollment %	54

GNP PER CAPITA IN 1977: US\$200¹

GROSS NATIONAL PRODUCT IN 1979/80 ²	US\$ billion	%	ANNUAL RATE OF GROWTH (% constant prices)		
			1969/70-1974/75	1975/76-1979/80	1979/80
GNP at market prices	25.05	100.0	3.5	6.1	7.1
Gross domestic investment	4.16	16.6	-5.5	4.8	2.2
Gross national saving	3.04	12.1	-2.1	8.9	8.1
Current account balance	-1.16	-4.6	.	7.9	21.1
Exports of goods, NPS	2.96	11.8	-3.5	11.4	4.1
Imports of goods, NPS	5.73	22.9	-7.1		

OUTPUT, LABOR FORCE AND PRODUCTIVITY IN 1979/80

	Value Added		Labor Force ³		V.A. Per Worker	
	US\$ million	%	Million	%	US\$	%
Agriculture	6,694	31	12.8	54	523	58
Industry	5,280	25	4.3	18	1,228	137
Services	9,299	44	6.6	28	1,409	157
Unallocated	.	.	.	.	.	.
Total/average	21,273	100	23.7	100	898	100

GOVERNMENT FINANCE

	General Government ⁴			Federal Government		
	(Rs billion)	% of GDP		(Rs billion)	% of GDP	
	1979/80 ²	1979/80	1975/76-1979/80	1979/80	1979/80	1975/76-1979/80
Current receipts	39.4	17.0	15.9	30.1	13.0	12.1
Current expenditures	39.5	17.0	16.7	29.8	12.8	12.2
Current surplus	-0.1	0.0	0.8	0.3	0.2	-0.1
Capital expenditures ⁵	24.8	10.7	10.4	21.6	9.3	8.8
External assistance (net)	12.6	5.4	5.2	12.6	5.4	5.2

¹ Based on World Bank Atlas methodology and calculated at an average of 1976-78 prices and exchange rates. All other conversions to dollars in this table are at the average exchange rate prevailing during the period covered:

² Provisional.

³ Estimated labor force as on January 1, 1979; unemployed are allocated to sector of their normal occupation. "Unallocated" consists mainly of unemployed workers seeking their first job.

⁴ Consolidated revenues and expenditures of Federal and Provincial Governments (excluding Federal-Provincial Government transfers).

⁵ Excluding principal repayments of foreign loans. Capital expenditures as defined in government budget include certain current expenditures also.

. Not applicable.

.. Not available.

ANNEXE II

(page 7)

COUNTRY DATA - PAKISTAN

MONEY, CREDIT AND PRICES

	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80 ^{/1}
Money and quasi money ^{/2}	28.0	33.1	41.6	51.7	63.6	76.4	91.1
Bank credit to public sector	14.6	17.7	22.9	29.5	34.4	43.2	48.8
Bank credit to private sector	15.6	19.7	23.1	30.1	35.7	42.7	50.6
(percentages or Index Numbers)							
Money and quasi money as % of GDP	34.8	31.6	34.3	38.1	40.6	43.0	43.3
General price index (1969/70=100)	170.9	211.3	229.4	255.3	271.4	289.7	316.7
Annual percentage changes in:							
General price index	32.8	23.6	8.6	11.3	6.3	6.7	9.3
Bank credit to public sector	..	21.2	29.4	28.8	16.6	25.6	13.0
Bank credit to private sector	..	26.3	17.3	30.3	18.6	19.6	18.5

BALANCE OF PAYMENTS

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80 ^{/1}
Exports of goods, NFS	1,404	1,651	2,107	2,964
Imports of goods, NFS	2,877	3,297	4,485	5,727
Resource gap (deficit = -)	-1,473	-1,646	-2,378	-2,763
Interest payments	-172	-183	-261	-285
Workers' remittances	578	1,166	1,395	1,743
Other factor payments (net)	15	62	134	154
Net transfers	..	..	..	..
Balance on current account	-1,052	-601	-1,110	-1,151
Direct foreign investment	..	..	..	..
Net MLT borrowing	..	..	..	..
Disbursements	961	841	813	1,420
Amortization	-175	-122	-235	-310
Sub Total	786	719	578	1,110
Transactions with IMF ^{/3}	44	41	-14	78
Other items n.e.i. ^{/4}	24	163	238	325
Increase in reserves (-)	198	-322	308	-362
Gold reserves (end year) ^{/5}	372	694	386	748
Petroleum imports ^{/6}	413	497	611	1,237
Petroleum exports ^{/6}	27	63	56	178

RATE OF EXCHANGE

	Through May 11, 1972	From May 12, 1972-February 15, 1973
US\$ 1.00 = Rs 4.7619	US\$ 1.00 = Rs 11.00	
Rs 1.00 = US\$ 0.21	Rs 1.00 = US\$ 0.09	
Since February 16, 1973		
US\$ 1.00 = Rs 9.90		
Rs 1.00 = US\$ 0.10		

MERCHANDISE EXPORTS (AVERAGE 1976/77-1979/80)

	US\$ million	%
Raw cotton	135.4	8.5
Cotton yarn	157.0	9.8
Cotton cloth	199.1	12.4
Rice	313.3	19.6
All other commodities	795.6	49.7
Total	1,600.4	100.0

EXTERNAL DEBT, JUNE 30, 1980

	US\$ million
Public debt, including guaranteed	11,209.9
Non-guaranteed private debt ^{/8}	..
Total outstanding and disbursed	11,209.9

DEBT SERVICE RATIO FOR 1979/80^{/7}

	US\$ million
Public debt, including guaranteed	12.7
Non-guaranteed private debt	..
Total	12.7

IBRD/IDA LENDING (JUNE 1979) (Million US\$)

	IBRD	IDA
Outstanding and disbursed	330.9	788.7
Undisbursed	60.7	444.1
Outstanding incl. undisbursed	391.6	1,232.8

Provisional.
 Monetary statistics of Pakistan have been fully adjusted for demonetized notes, devaluation and revaluation of the rupee, etc., as from June 30, 1975. Data for 1974/75, from State Bank resources are not strictly comparable with IMF estimates for earlier years.
 Including Trust Fund.
 Including net short-term borrowing and errors and omissions.
 Including gold reserves of about 1.8 million troy ounces.
 Include and derivatives.
 Ratio of actual debt service to exports of goods, non-factor services and workers' remittances; debt service does not include short-term or IMF charges.
 Non-guaranteed private debt service is negligible.

Not applicable.
 Not available.

Financing Plan
(in US\$ M)

	T o t a l	Fed. Govt.	Prov. Govts.	R E C P	Swiss Govt.	I D A
1. <u>Wheat Storage Complexes and Equipment</u>						
Land	1.0	-	1.0	-	-	-
Civil Works and Equip.	59.1	25.2	-	-	7.7	26.2
2. <u>Paddy / Rice Storage</u>	5.0	-	-	1.5	-	3.5
3. <u>Pilot Projects</u>	0.7	0.3	-	-	-	0.4
4. <u>Grain Storage Research and Extension</u>	0.7	0.3	-	-	-	0.4
5. <u>Technical Assistance and Training</u>	1.1	-	-	-	-	1.1
6. <u>Study</u>	0.4	-	-	-	-	0.4
T o t a l	68.0	25.8	1.0	1.5	7.7 ^{1/}	32.0
Percent of Total	100.0	37.9	1.5	2.2	11.3	47.1

^{1/} Equivalent to Sv. Fr. 15,000,000 at time of appraisal.

1228

PAKISTAN
GRAIN STORAGE PROJECT
IMPLEMENTATION SCHEDULE

	1981				1982				1983				1984				1985			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Staffing of PID																				
1. Chief Engineer (General Manager)	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
2. Deputy General Managers	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
3. Executive Engineers	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
4. Assistant Engineers	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
5. Sub-Engineers (Overseers)	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
6. Support Staff	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
Wheat Storage Complexes																				
1. Land Acquisition	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
for construction through June 1982	[Solid bar from Q1 1981 to Q2 1982]																			
for construction through December 1983	[Solid bar from Q3 1981 to Q4 1983]																			
for construction through June 1985	[Solid bar from Q3 1982 to Q2 1985]																			
2. Design and Tender Preparation	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
3. Procurement and Tender Award	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
4. Construction	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
Flour Mills																				
1. Design	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
2. Tender Preparation	[Solid bar from Q4 1981 to Q1 1982]																			
3. Procurement and Installation of Equipment	[Solid bar from Q1 1982 to Q4 1983]																			
Storage and Quality Control Equipment																				
1. Tender Preparation	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
2. Procurement and Installation of Equipment	[Solid bar from Q1 1982 to Q4 1983]																			
Wheat/Rice Storage Facilities																				
1. Design and Tender Preparation	[Solid bar from Q1 1981 to Q2 1981]																			
2. Procurement and Tender Award	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1982]																			
3. Construction	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1983]																			
Grain Storage Research and Extension																				
1. PARC Coordination Unit	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
2. Procurement of Programs	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
3. Tender Preparation for Equipment and Vehicles	[Solid bar from Q4 1981 to Q1 1982]																			
4. Procurement	[Solid bar from Q1 1982 to Q2 1982]																			
5. Program Implementation	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
Technical Assistance																				
1. Identification of Consultants	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1981]																			
2. Engagement of Consultants for Engineering (Pilot Projects)	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
Grain Transportation	[Solid bar from Q3 1981 to Q4 1983]																			
Grain Quality Inspection and Control	[Solid bar from Q3 1981 to Q4 1983]																			
Grain Storage Research and Extension	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
Training																				
1. MFAC, Prov. Food Depts., PAISSCO and RECP	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
Local Training Courses	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
Overseas Study Tours	[Solid bar from Q2 1982 to Q3 1982]																			
2. PARC, Universities, and Agric. Research Inst.	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
Foreign Studies	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
MSc Graduate Study Programs	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1985]																			
Study																				
1. Identification of Consultants	[Solid bar from Q1 1981 to Q4 1981]																			
2. Study Preparation	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			
Strengthening of MFAC's Food Wing																				
1. Storage Cell	[Dashed bar from Q3 1981 to Q4 1985]																			
Director (or Deputy Secretary)	[Dashed bar from Q3 1981 to Q4 1985]																			
Section Officers and Accounts Officer	[Dashed bar from Q3 1981 to Q4 1985]																			
Support Staff	[Dashed bar from Q3 1981 to Q4 1985]																			
2. Technical Officers	[Dashed bar from Q3 1981 to Q4 1985]																			
3. Action to improve Grain Transportation and Grain Quality Inspection and Control	[Solid bar from Q3 1981 to Q2 1982]																			